

EXERCICE 81, UNITÉ IV

3.2. Présenter le point de vue définitif

CONSIGNE

Formulez l'opposition qui apparaît dans la phrase où est employée *finalement* .

EXEMPLE

Comme de nombreux historiens l'ont montré, les penseurs américains ont manifesté, à partir des années 1800, une profonde ambivalence à l'égard de la technologie. [...] Les machines procurent du temps libre, du confort et le progrès, mais elles impliquent en même temps la fin de la nature et de l'ordre naturel des choses aussi bien à la maison que dans la vie civile. Dans les années 30, lorsque la société industrielle américaine paraît **finalement** s'effondrer, les gens sont pris entre leur foi en la technologie qui allait les sortir de la misère et leur amer ressentiment à l'égard du monde mécanisé qui les avait laissé tomber. (1)

RÉPONSE

Opposition entre deux états de la société industrielle américaine. Avec *finalement* , l'auteur dit que la société s'effondrait, et il laisse entendre qu'il n'était pas certain qu'elle s'effondre lorsqu'elle a commencé à se porter mal.

1. Le terrain laissé libre au XIV^e siècle par le recul des aspirations théocratiques de la papauté, d'une part, et des idéaux universels de l'empire, de l'autre, est d'emblée le champ clos d'un rude affrontement entre groupes professionnels qui tentent chacun de définir à leur profit la nouvelle « science du gouvernement ». Cependant, philosophes et juristes sont parfois d'accord : c'est l'exemple célèbre de l'astrologie, qui est réprouvée d'un côté comme de l'autre dans le débat entre Nicole Oresme et Evrart de Trémaugon. Dans *Le Songe du vergier* , Evrart réprouve l'astrologie pour deux raisons : elle est contraire à la foi car elle tente de pénétrer les desseins de Dieu, ce qui est impie, mais elle est également dangereuse parce qu'elle est trop incertaine pour s'y fier, de sorte que sa conclusion est sans hésitation : « Les rois chrétiens et tous les autres princes de la terre ne doivent jamais avoir foi en de telles divinations d'astrologie ». Ce faisant, Evrart puise en réalité une bonne part de son argumentaire chez Oresme même, dont le *Livre de divinations* est une attaque contre les astrologues. Il trahit même sa source lorsqu'il défend la position de son adversaire philosophe : « Aristote, dans son livre des *Politiques* , dit que l'astrologie est une science noble et glorieuse, mais quand elle est mise hors de ses termes et de ses bornes, à savoir quand on veut user d'astrologie pour avoir connaissance des choses à venir, c'est contre la philosophie, et contre les bonnes mœurs ».

Cette rencontre n'a rien de fortuit, parce qu'il s'agit d'écarter l'astrologie du roi. Le débat intellectuel est articulé à des enjeux de pouvoir entre courtisans. En effet, les astrologues étaient des personnages bien en cour et facilement sollicités par les souverains pour leurs conseils politiques face à l'avenir. Il n'est pas étonnant qu'au moment où de puissants groupes de lettrés s'opposent sur la définition légitime d'une science de l'Etat, l'astrologie, dont il faut prendre très au sérieux l'utilisation politique dans les cours, soit écartée d'un commun accord par les juristes et les philosophes. Il s'agit **finalement** de se débarrasser d'un adversaire également dangereux pour les conceptions des deux camps, puisque se réclamant d'une préscience qui, si elle était confirmée, aurait tôt fait de supplanter les autres spécialistes dans leur volonté de conseiller le prince. (2)

2. La souplesse n'était pas le seul avantage de la nouvelle organisation qui se mit en place progressivement en 1968-1969 et surtout l'année suivante. Le système des UV [unité de valeur] restructura subtilement mais efficacement l'ensemble des relations universitaires. Il fractionna en effet la cohorte annuelle d'étudiants en une pluralité de groupes dont chacun trouvait un *modus vivendi* avec son ou ses professeurs. Le programme d'études cessait d'apparaître comme un ensemble massif, imposé d'autorité par les professeurs en vertu de considérations dont ils étaient seuls juges. Il se recomposait à partir de questions proposées par des équipes réduites, où les assistants et maîtres-assistants jouaient un grand rôle. Les étudiants ne retrouvaient pas seulement un certain choix : leur éventuelle contestation des sujets et des modalités d'enseignement pouvait s'exprimer, et au terme de négociations où chaque enseignant utilisait ses propres armes, son savoir certes, mais aussi son humour, sa sincérité, son charisme, une sorte de contrat pédagogique s'élaborait, tenant compte à la fois des nécessités scientifiques et des aspirations des étudiants. Une nouvelle légitimité universitaire s'établissait ainsi, non plus donnée *a priori* en raison de l'éminence des enseignants, mais *a posteriori* en fonction de la reconnaissance qu'ils parvenaient à obtenir.

Le nouveau système d'examen et l'alliance, pour sanctionner les UV [unités de valeur], d'épreuves traditionnelles et d'un contrôle continu, consolidèrent cette nouvelle légitimité. Les délibérations d'année, où les professeurs comme tels jouaient le premier rôle, attestaient une forme institutionnelle de légitimité. Les délibérations d'UV, fractionnées, voyaient l'avis des assistants ou maîtres assistants peser d'autant plus qu'il reposait sur une connaissance directe des étudiants et de leur travail tout au long de l'année. L'ensemble des enseignants, quel que fût leur rang hiérarchique, se partageait ainsi le pouvoir pédagogique, ce qui consolidait la légitimité conquise dans les groupes d'UV.

Cette évolution ne fut naturellement pas uniforme. Dans certaines disciplines comme le droit, où les assistants, moins nombreux, étaient aussi moins assurés de leur statut, l'organisation des études en années successives subsista souvent et, avec elle, l'ancienne organisation des pouvoirs pédagogiques. En sciences et en lettres et sciences sociales, l'organisation en UV se répandit plus ou moins rapidement et avec des succès divers. Dans l'ensemble, elle triompha, cependant que des ruses organisationnelles permettaient de recomposer des curricula cohérents, par-delà l'apparente diversité des UV offertes aux choix des étudiants. Au terme du processus, les étudiants n'apprennent **finalement** pas autre chose qu'avec l'ancienne organisation en années d'études. Ce n'est pas le contenu des études qui a changé, mais la relation pédagogique et la dévolution du pouvoir magistral. (3)

3. [...] l'école privée apparaît, notamment au cours de la scolarité élémentaire, comme un lieu de meilleure réussite pour les élèves issus des classes sociales modestes ainsi que pour ceux dont la mère est peu ou pas diplômée. Cet avantage brut déjà mis en évidence par G. Langouët et A. Léger subsiste lorsque l'on considère des élèves rendus en tous points comparables. De plus, même après contrôle de l'environnement familial, du passé scolaire et de l'attitude des familles à l'égard de l'école, on conclut à l'existence d'écarts sociaux et culturels de réussite scolaire plus faibles dans le privé que dans le public. Ces conclusions nous amènent **finalement** à voir dans les inégalités face à l'école non seulement le résultat d'inégalités héritées de l'environnement familial (inégalités sociales, culturelles, etc.), mais aussi le fruit de différences liées au contexte de scolarisation. En effet, la prise en considération des caractéristiques individuelles et familiales ne parvient pas toujours à annuler l'influence spécifique au privé. (4)

4. [...] le dégoût proclamé du travail, l'hostilité plus ou moins euphémisée à l'égard du monde du travail [...] sont plutôt le fait de ceux qui sont entrés sur le marché du travail sans aucune qualification professionnelle ou des plus jeunes que leur présence prolongée dans le système scolaire jusqu'en classe de troisième n'a guère disposés à occuper des emplois déqualifiés (précaires et multiples) ou qui ont subi un réel déclassement professionnel. Issus souvent de fractions non ouvrières des milieux populaires, rarement militants, peu insérés dans le monde du travail, c'est-à-dire aussi à l'écart de toute possibilité de promotion dans le cadre de leur emploi, ils ne considèrent pas leur promotion (et la position attendue de leur passage dans l'enseignement supérieur) comme une rupture déloyale avec leur univers d'origine mais comme une issue individuelle normale. La rescolarisation dans l'enseignement supérieur de ces anciens bannis de la culture suppose qu'ils aient **finalement** reconnu le système scolaire comme seule institution habilitée à dispenser un apprentissage légitime et à certifier les connaissances acquises par les diplômes délivrés. Quel que soit le réalisme des projets de reconversion professionnelle qui accompagnent leur entrée à l'université, il s'agit de mettre un terme à l'apprentissage solitaire et à ses conséquences, c'est-à-dire de tenter d'effacer les marques de l'autodidaxie, de faire reconnaître et certifier des compétences acquises « sur le terrain », de faire habilitier des connaissances acquises sur un mode hétérodoxe. (5)

5. D'une capacité théorique de 600 places, cet établissement [la Mie de pain] accueille en période hivernale uniquement des hommes dans de vastes dortoirs fractionnés en boxes de 6 à 8 places munis de lits superposés. Comme l'expliquera le directeur : « Les pouvoirs publics nous apprécient bien, parce qu'on représente 25 % de l'urgence à Paris. » C'est dire l'importance de cette institution qui, du fait notamment de ses conditions d'admission (gratuit, on y trouve toujours de la place, aucun papier n'est demandé à l'entrée, la douche n'est pas obligatoire et il n'y a pas de limite à la durée d'hébergement), est prédestinée à accueillir tous ceux qui, en raison de leur situation économique, juridique ou de leur état physique ou psychique, ne peuvent guère prétendre à trouver place ailleurs, si ce n'est à Nanterre ou dans la rue. [...] L'existence d'institutions comme Nanterre ou la Mie de pain, même si elles sont souvent très critiquées pour leur inhumanité, arrange **finalement** beaucoup de monde, car elles prennent en charge la frange la plus démunie, et donc la plus difficile de la population sans abri. (6)

6. L'étude de la construction et de l'institutionnalisation de la catégorie statistique d'*immigré* a permis de faire apparaître les mécanismes grâce auxquels une catégorie n'ayant aucun fondement juridique et appartenant aux discours profanes a **finalement** été généralisée à l'ensemble de l'appareil statistique au point de devenir un système de classement standardisé. L'analyse de ce processus d'institutionnalisation révèle que l'imposition d'une définition légitime n'a pu être réalisée que parce qu'elle fut certifiée et authentifiée par un ensemble d'organismes et d'agents dont l'action était coordonnée et s'inscrivait dans le contexte d'une politique d'intégration des immigrés. (7)

(1) Spigel L., juin 1996, « La télévision dans le cercle de famille », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 113 [La famille dans tous ses états].

- (2) Anheim E., juin 2000, « Culture de cour et science de l'Etat », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 133 [Science de l'Etat].
- (3) Prost A., 1989, « 1968 : mort et naissance de l'université française », *Vingtième Siècle*, vol. 23, n° 1.
- (4) Tavan C., 2004, « Ecole publique, école privée, comparaison des trajectoires et de la réussite scolaires », *Revue Française de Sociologie*, vol. 45, n° 1.
- (5) Poliak C., 1991, « L'accès dérogatoire à l'enseignement supérieur : les autodidactes de Saint-Denis », *Revue Française de Sociologie*, vol. 32, n° 4.
- (6) Soulié C., juin 1997, « Le classement des sans-abri », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 118 [Genèse de l'Etat moderne].
- (7) Spire A., septembre 1999, « De l'étranger à l'immigré », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 129 [Délits d'immigration].